

À Gaza, des vies effacées : Israël anéantit volontairement des familles entières

Description

Par Amira Hass, le 19 mai 2021

Les nombreux cas d'assassinat de familles entières par les bombardements israéliens à Gaza des parents et enfants, bibles, grands-parents, frères et sœurs attestent du fait que ce ne sont pas des erreurs. Les bombardements sont dictés par des décisions qui viennent de plus haut, appuyées et approuvées par des juristes militaires.



Quinze familles palestiniennes nucléaires et élargies ont perdu au moins trois, et généralement plus, de leurs membres, dans le pilonnage de la bande de Gaza dans la semaine allant du 10 mai jusqu'à lundi après-midi. [Parents et enfants, bibles, grands-parents, frères et sœurs, neveux et nièces](#) sont morts ensemble lorsqu'Israël a bombardé leur maison qui s'est effondrée sur eux. Pour ce qu'on en sait, aucun avertissement préalable n'a été donné afin qu'ils puissent évacuer les maisons visées.

Samedi, un représentant du ministère palestinien de la santé a fait connaître une liste de noms de 12 familles qui ont été tuées, chacune dans sa maison, chacune par un seul bombardement. Depuis, en un raid aérien effectué dimanche avant l'aube, qui a duré 70 minutes et était dirigé sur trois maisons rue Al Wehda dans le quartier de Rimal de la ville de Gaza, trois familles comptant 38 membres au total ont été tuées. Certains corps ont été trouvés dimanche matin. Les services de sauvetage palestiniens n'ont réussi que dimanche soir à trouver le reste des corps et à les extraire des débris.

L'annonce de familles entières par les bombardements israéliens était une des caractéristiques de [la guerre de 2014](#). Dans les quelque 50 jours de guerre alors, les données de l'ONU indiquent que 142 familles palestiniennes (742 personnes au total) ont été supprimées. Les nombreux incidents alors et aujourd'hui attestent qu'il ne s'agit pas d'erreurs : et que le bombardement d'une maison quand tous ses habitants sont à l'intérieur vient d'une décision en haut lieu, appuyée par des juristes militaires ayant analysé et approuvé.

Une enquête du groupe de défense des droits humains B'Tselem centrée sur quelques-unes des 70 familles éradiquées en 2014, a fourni trois explications au nombre de familles nucléaires et élargies tuées, d'un seul coup, par un bombardement sur la maison de chacune de ces familles. Une explication était que l'armée israélienne n'avait pas procédé à un avertissement préalable des propriétaires ou de leurs locataires ; ou que l'avertissement

nâ??Ã©tait pas arrivÃ© Ã la bonne adresse en temps voulu ou pas du tout.

En tous cas, ce qui se dÃ©gage c'Ã©st la diffÃ©rence entre le sort des bÃ¢timents bombardÃ©s avec leurs habitants Ã lâ??intÃ©rieur et celui des Â« tours Â» Ã les immeubles de grande hauteur pilonnÃ©s le deuxiÃ©me jour de ce dernier conflit, pendant la journÃ©e ou en dÃ©but de soirÃ©e.

Il est dit que les propriÃ©taires ou le concierge des tours ont reÃ§u un avertissement prÃ©alable d'Ã© une heure au plus, disant qu'Ã© ils devaient Ã©vacuer, et ce par un appel tÃ©lÃ©phonique de lâ??armÃ©e ou du service de sÃ©curitÃ© du Shin Bet ; puis des Â« missiles d'Ã© avertissement Â» lancÃ©s par des drones. Ces propriÃ©taires ou concierges Ã©taient censÃ©s prÃ©venir les autres habitants dans le bref laps de temps restant.

Les immeubles de grande hauteur n'Ã©taient pas les seuls concernÃ©s. Jeudi soir, la maison d'Ã© Omar Shurabji Ã lâ??ouest de Khan Younis a Ã©tÃ© pilonnÃ©e. Un cratÃ©re s'Ã© est formÃ© sur la route et une piÃ©ce a Ã©tÃ© dÃ©truite dans ce bÃ¢timent de deux Ã©tages. Deux familles comptant sept personnes en tout vivent dans ce bÃ¢timent.

20 minutes environ avant lâ??explosion, lâ??armÃ©e a appelÃ© Khaled Shurabji et lui a dit de prÃ©venir son oncle Omar de quitter la maison, selon un rapport du centre palestinien des droits humains. On ne sait pas si Omar Ã©tait prÃ©sent, mais les habitants de la maison se sont tous hÃ©tÃ©s de sortir, si bien qu'Ã© il n'y a pas eu de blessures.

Ce fait prÃ©cis indiquant que lâ??armÃ©e israÃ©lienne et le Shin Bet prennent la peine d'Ã© appeler et d'Ã© ordonner lâ??Ã©vacuation des maisons montre que les autoritÃ©s israÃ©liennes ont les numÃ©ros de tÃ©lÃ©phone usuels des gens qui sont dans chaque structure d'Ã©signÃ©e Ã la destruction. Ils ont les numÃ©ros de tÃ©lÃ©phone de parents de personnes suspectes ou connues pour militer au Hamas ou au Jihad Islamique. Le registre de la population palestinienne, y compris celui de Gaza est aux mains du ministÃ©re de lâ??intÃ©rieur israÃ©lien. Il comporte des dÃ©tails tels que des noms, Ã©ges, parents et adresses.

Ainsi que lâ??exigent les accords d'Ã© Oslo, le ministÃ©re de lâ??intÃ©rieur palestinien, via le ministÃ©re des affaires civiles, transmet rÃ©guliÃ©rement des informations Ã la partie israÃ©lienne, en particulier en ce qui concerne les naissances et les nouveaux nÃ©s : les donnÃ©es du registre doivent Ã©tre approuvÃ©es par IsraÃ©l, faute de quoi les Palestiniens ne peuvent recevoir de carte d'Ã© identitÃ© en temps voulu ou, dans le cas de mineurs ils ne peuvent traverser seuls ou avec leurs parents les points de passage contrÃ´lÃ©s par IsraÃ©l. Il est donc clair que lâ??armÃ©e connaÃ©t le nombre et les noms des enfants, des femmes et des personnes Ã©gÃ©es qui vivent dans chaque immeuble d'Ã© habitation qu'Ã© elle bombarde pour une raison ou une autre.

La deuxiÃ©me explication donnÃ©e par BÃ©tselem sur la liquidation de familles entiÃ©res en 2014 est que la dÃ©finition par lâ??armÃ©e d'Ã© une Â« cible militaire Â» attaquable Ã©tait trÃ©s large et incluait les maisons de membres du Hamas et du Jihad. Ces maisons ont Ã©tÃ© dÃ©crites comme des infrastructures opÃ©rationnelles ou infrastructures de commandement et de contrÃ´le de lâ??organisation ou infrastructures terroristes Ã© mÃ©me si tout ce qu'Ã© il y avait Ã©tait un tÃ©lÃ©phone ou simplement qu'Ã© une rÃ©union y avait Ã©tÃ© accueillie.

La troisiÃ©me explication de lâ??analyse de BÃ©tselem sur 2014 Ã©tait que lâ??interprÃ©tation de lâ??armÃ©e de Â« dommages collatÃ©raux Â» est trÃ©s flexible et large. L'armÃ©e a prÃ©tendu

qu'elle agit selon le principe de « proportionnalité » entre le mal fait à des civils non impliqués et la réalisation de l'objectif militaire légitime, en d'autres termes que le « dommage collatéral » causé aux Palestiniens est mesuré et murement réfléchi.

Mais une fois que « l'importance » d'un membre du Hamas est considérée et que sa résidence est définie comme une cible légitime pour un bombardement, le dommage collatéral « acceptable » est en d'autres termes le nombre de personnes non impliquées tuées incluant des enfants et des bébés est très large.

Dans le bombardement intensif de trois immeubles d'habitation rue Al Wehda à Gaza, dimanche avant l'aube, les familles Abu al Ouf, Al-Qolaq et Ashkontana ont été tuées. En temps réel, lorsque le nombre de morts d'une famille est aussi élevé, il est difficile de trouver et d'encourager un survivant pour parler de chaque membre de la famille et de leurs derniers jours.

Aussi, on doit se débrouiller avec les noms et les âges tels qu'inscrits dans les rapports quotidiens des organisations de défense des droits humains qui collectent l'information et même notent, lorsqu'ils le savent, si un membre de la famille appartenait à une organisation militaire. Jusqu'à présent, on ne sait pas si et qui parmi les habitants de l'immeuble Al Wehda était considéré comme une cible suffisamment importante pour « permettre » l'anticipation de familles entières.

Les membres de la famille Abu al Ouf qui ont été tués sont : le père Ayman, un médecin de médecine interne de l'hôpital Shifa et ses deux enfants : Tawfiq, 17 ans et Tala, 13 ans. Deux parentes ont aussi été tuées : Reem, 41 ans et Rawan, 19 ans. Ces cinq corps ont été trouvés peu après le bombardement. Les corps de huit autres membres de la famille Abu al Ouf n'ont été retirés des ruines que le soir ; ce sont : Subhiya, 73 ans, Amin, 90 ans, Tawfiq, 80 ans et sa femme Majdiya, 82 ans ainsi que leur parente Raja (mariée à un homme de la famille Afranji) et ses trois enfants : Mira, 12 ans, Yazan, 13 ans et Mir, 9 ans.

Pendant le raid aérien sur ces bâtiments, Abir Ashkontana, âgée de 30 ans, a aussi été tuée avec ses trois enfants : Yahya, 5 ans, Dana, 9 ans et Zin, 2 ans. Le soir, les corps de deux autres fillettes ont été trouvés : Rula, 6 ans et Lana, 10 ans. Le rapport du centre palestinien ne mentionne pas si ces deux enfants sont les filles d'Abir.

Dans les deux immeubles voisins, 19 membres de la famille Al-Qolaq ont été tués : Fuaz, 63 ans et ses quatre enfants : Abd al Hamid, 23 ans, Riham, 33 ans, Bahaa, 49 ans et Sameh avec sa femme Iyat, 19 ans. Leur bébé, Qusay, âgé de six mois a aussi été tué. Une autre femme de la famille élargie, Amal Al-Qolaq, âgée de 42 ans a aussi été tuée ainsi que trois de ses enfants : Taher, 23 ans, Ahmad, 16 ans et Hana, 15 ans. Les frères Mohammed Al-Qolaq, âgé de 42 ans et Izzat de 44 ans ont aussi été tués, ainsi que les enfants d'Izzat : Ziad, 8 ans et le petit Adam de trois ans. Les femmes Doaa Al-Qolaq, âgée de 39 ans et Saadia Al-Qolaq de 83 ans ont aussi été tuées. Dans la soirée, les corps de Hala Al-Qolaq, 13 ans et de sa sœur Yara, 10 ans ont été retrouvés de sous les décombres. Le rapport du centre palestinien ne mentionne pas qui étaient leurs parents ni s'ils ont aussi été tués dans le bombardement.

Source: [Haaretz](#)

Traduction SF pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. enfants morts
2. enfants palestiniens
3. familles
4. Gaza
5. vies effacées

date création
2021/05/20